



## ARRÊTÉ DU MAIRE N° 23/2019-ST

**DEMI-CHAUSSÉE**

**AVENUE DE BONNEMIE**

**Le maire** de la commune de Saint-Pierre d'Oléron,

**Vu** le Code de la route et notamment les articles R-130.2, R-411.2, R-411.5, et R-417.13,

**Vu** les articles L. 2213.1, L. 2213.2 du Code général des Collectivités territoriales,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1987 modifié relatif à la signalisation routière,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté du 7 juin 1977,

**Considérant les travaux d'extension pour le branchement Enedis (client : M. CARDIN) « Avenue de Bonnemie » à Saint-Pierre d'Oléron par l'entreprise INEO AQUITAINE 354, route de Saujon – 17600 MEDIS.**

### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup> : Du lundi 21 janvier au vendredi 1<sup>er</sup> mars 2019, la circulation se fera par demi-chaussée « avenue de Bonnemie » à Saint-Pierre d'Oléron.**

**Article 2 :** Les panneaux de signalisation nécessaires et la déviation seront apposés par l'entreprise pour permettre l'application des présentes dispositions.

**Article 3 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux tribunaux compétents.

**Article 4 :** Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Saint-Pierre d'Oléron, Monsieur le chef de la police municipale, Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur Le Directeur des Services Techniques sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à : monsieur le Chef de brigade de gendarmerie, monsieur le Chef de corps du Centre de secours, messieurs les gardes municipaux et sera affichée en mairie.

Pour le maire,  
l'adjoint,  
Françoise MAS

Le Maire,  
Christophe SUEUR

18 JAN. 2019

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois suivant la notification et/ou la publication.*